

Rompres avec l'UE et l'immigration : énorme enjeu de la votation suisse du 17 mai

écrit par Christine Tasin | 17 janvier 2020



Si les Suisses disent oui à la votation populaire qui aura lieu le 17 mai, à la demande de l'UDC, ce sera un séisme bien pire que le vote anti-minarets de 2009 ! Il s'agit de résilier, rien que ça, *l'Accord sur la libre circulation des personnes* avec l'Union européenne !

Comme partout en Europe, et bien que les Suisses ne fassent pas partie de l'UE (ils avaient dit non en 1992), les dirigeants signent des accords particuliers, bidouillent, traînent des pieds pour appliquer le vote des citoyens qui les dérange. Et tout ça pour qu'il y ait toujours plus d'immigrés et d'islam en Suisse et que les Suisses soient de plus en plus engagés, tenus, ligotés... par des accords internationaux et notamment européens.

.

C'est ainsi que, bien que, en 2014, [les Suisses aient dit majoritairement oui à la question : faut-il des quotas annuels de migrants](#), la Fédération avait mis des années à mettre en application la loi et avait réussi à l'édulcorer pour la rendre quasiment nulle et non avenue. **Les dirigeants suisses et l'UE faisant feu des 4 fers pour que les votations disparaissent...**

C'est ce que Jean-Luc Addor député de l'UDC et avocat était venu [expliquer à nos Assises en 2015](#)

[...]

Nous aussi, nous avons nos lois qui, sous couvert de lutte contre la discrimination, sont utilisées pour empêcher les patriotes de dire la vérité à leurs concitoyens, en particulier sur les réalités et les conséquences de l'immigration, une immigration planétaire de masse dont nous savons qu'elle déstructure nos identités et nos traditions à nous, pays, peuples d'Europe, une immigration de masse dont nous savons aussi qu'elle est le vecteur essentiel, presque unique de l'islamisation de nos pays. Par un retournement hélas prévisible, **ces lois sont aujourd'hui utilisées contre nous**, patriotes d'Europe, par ceux qui défendent les lapideurs, les égorgeurs. **Même en Suisse, en Suisse comme ailleurs, il est devenu dangereux de ne pas dire à quel point l'islam est une religion d'amour et de paix.**

[...]

Mais voici que cet outil de la démocratie directe est menacé.

Il l'est d'abord de l'intérieur. Car le système n'aime pas ce qui dérange son fonctionnement, pour ne pas dire son ronronnement ; **le système, en réalité, n'aime pas vraiment le peuple, car le peuple dérange ; paradoxalement, dans notre démocratie, le peuple, c'est parfois l'intrus. D'aucuns**

s'emploient donc à faire taire le peuple en rendant plus difficile l'usage de la démocratie directe, les uns en réclamant l'augmentation du nombre de signatures nécessaires, les autres en demandant un contrôle préalable de la constitutionnalité des initiatives (il y aurait alors celles qu'on aurait le droit de déposer et les autres...).

[...]

L'autre menace qui pèse sur notre démocratie directe, c'est l'Union européenne. C'est l'UE qui nous dit que nous n'avons pas le droit de nous défendre contre l'immigration de masse, que nous n'avons pas le droit d'expulser les étrangers criminels (comme le peuple l'a aussi voulu). Depuis la votation contre l'immigration de masse, l'UE exerce des pressions terribles sur la Suisse pour que celle-ci édulcore ou même pour qu'elle n'applique pas ce que le peuple a voulu. C'est que les bureaucrates de Bruxelles n'ont pas l'habitude de compter avec le peuple. Leur habitude, c'est d'imposer leur loi dans tout l'Empire, tout seuls, sans nous citoyens. En parallèle, les dirigeants suisses semblent prêts à conclure avec l'UE des accords sur des questions institutionnelles, en clair à accepter d'abandonner des pans entiers de notre démocratie directe, donc de notre souveraineté et de notre liberté d'expression politique.

Puisque les initiatives, même acceptées par le peuple, se heurtent systématiquement à de prétendus obstacles tirés du droit international et notamment européen, le dernier rempart qui pourrait permettre aux Suisses d'espérer échapper à la tutelle de l'UE est en train d'être dressé, une fois de plus, par l'UDC : nous venons en effet de lancer une nouvelle initiative qui, cette fois-ci, demande (sous réserve du droit international impératif) que l'on réaffirme la primauté du droit suisse, de notre droit, sur le droit international. Voilà une belle bataille en perspective, une de plus.

Une leçon qu'il faut tirer de tout cela, une leçon qui concerne tous les peuples d'Europe, c'est que notre combat pour conserver ou restaurer nos identités passe nécessairement par le démantèlement non pas bien sûr de l'Europe, mais de l'Union européenne (pour autant que celle-ci n'implose pas toute seule...) ; pour ceux qui n'y sont pas comme nous Suisses, ce combat passe par le courage de ne jamais accepter de nous noyer dans ces chimères mondialistes. **L'Europe des peuples doit remplacer la bureaucratie de Bruxelles.**

.

Ce que Jean-Luc Addor annonçait il y a 5 ans arrive donc.

Le 17 mai prochain, les Suisses vont voter pour exiger de leur gouvernement qu'il négocie la fin de "l'Accord sur la libre circulation des personnes" conclu avec Bruxelles en 1999 et même pour que la Suisse dénonce unilatéralement cet accord en cas d'échec des négociations.

.

Panique à bord au gouvernement suisse (et à Bruxelles) qui a commencé une campagne encore plus intense qu'en 2009, et comme en 2009 tous les medias suivent... invitant tous les immigrationnistes, tous les europhiles, tous les islamophiles... à venir expliquer au bon peuple de Suisse que, s'ils votaient oui, ce serait la fin de ~~la dictature de l'UE~~ de la Suisse. C'est que, si la Suisse dénonce unilatéralement le fameux traité, ce sera aussi la fin des autres accords bi-latéraux conclus avec l'UE, comme Schengen et Dublin.

.

Je fais confiance à nos amis de l'UDC pour démontrer allègrement – avec les exemples français et allemands notamment- que et Schengen et Dublin sont des horreurs, un

piège à con innommable et que la Suisse gagnerait énormément à être débarrassée de ce poids. Mais qui dit information dit militants nombreux, dit moyens financiers énormes pour faire de la pub quand on est diabolisé. Et l'UDC est autant diabolisé que le RN !

Bon courage, amis suisses, on vous encourage et on vous regarde. Chaque peuple qui se libère de ses mauvais dirigeants et/ou des mauvais traités signés par ces derniers c'est un espoir pour les autres de pouvoir, un jour, faire pareil.